

**SITUATION EN CÔTE D'IVOIRE**  
**AFFAIRE**  
***LE PROCUREUR c. LAURENT GBAGBO***

**ANNEXE 15**  
**PUBLIC**

Article de RFI intitulé « Commission électorale en Côte d'Ivoire : Le FPI quitte le navire »  
daté du 14 septembre 2014

## AFRIQUE

CÔTE D'IVOIRE | LAURENT GBAGBO

Publié le 14-09-2014 • Modifié le 14-09-2014 à 18:38

# Commission électorale en Côte d'Ivoire: le FPI quitte le navire

Par [RFI \(/auteur/rfi/\)](#)



Le président du FPI, Pascal Affi N'Guessan lors de la convention de son parti, le 22 février 2014.

AFP PHOTO / ISSOUF SANOGO

 Côte d'Ivoire ([/pays/cote-ivoire/](#))

**Le Front populaire ivoirien, le parti fondé par Laurent Gbagbo, a voté samedi son retrait de la Commission électorale indépendante. Réunis en comité central, les militants ont voté à 138 voix pour et 119 voix contre. Les deux représentants de l'opposition avaient déjà suspendu leurs activités au sein de la CEI faute d'avoir pu trouver un accord sur la constitution du bureau vendredi dernier - cette fois il s'agit donc d'un retrait total.**

Le FPI avait déjà suspendu sa participation à l'instance électorale pour dénoncer la reconduction à sa tête de Youssouf Bakayoko. Cette suspension, pour beaucoup au FPI, n'a pas permis d'obtenir une modification de la commission telle que la souhaitait le parti d'opposition.

Au terme d'un vote, une majorité des membres du comité central s'est donc prononcée pour un retrait total, mais cette option l'a emporté de justesse, avec 53% des votes seulement. Une décision, lourde de conséquences avec les élections présidentielles qui se profilent en octobre prochain et qui ne fait pas du tout l'unanimité, mais elle est nécessaire selon Franck Anderson Kouassi, secrétaire national du FPI chargé de la Communication.

*« La suspension ne voulait pas dire qu'on y resterait définitivement. La suspension c'était en attendant que le gouvernement se ravise et que les conditions du consensus soient obtenues. C'était pour permettre à la discussion d'aboutir. Mais là, le comité central a décidé que le parti se retire purement et simplement »* explique au micro de RFI Franck Anderson Kouassi.

**RFI : Les militants ont voté à 138 voies contre 119. C'est un sujet qui divise profondément, le FPI ?**

*« Non, il y a eu des opinions divergentes sur la question. A un moment donné, la direction a estimé qu'il fallait soumettre la question au vote et c'est ce qui a été fait, la majorité s'est dégagée pour le non ».*

**RFI : c'est une décision lourde de conséquences, est-ce que cela signifie que le FPI n'aura pas de candidat aux élections ?**

*« Je ne peux pas me prononcer sur ce sujet, toutes les questions liées aux élections sont du domaine exclusif du congrès » .*

### **Bakayoko en ligne de mire**

Le congrès du FPI se réunira à mi-décembre et il n'est pas exclu que le congrès se penche de nouveau sur cette décision qui n'est pas irrévocable. Le parti au pouvoir, le RDR, encourage le FPI à faire marche arrière, dans un communiqué intitulé « *La porte reste toujours ouverte pour le retour du FPI à la CEI* », mais dans ce même communiqué, le Rassemblement des républicains défend le patron de la CEI, face aux accusations du FPI qui accuse Youssouf Bakayoko d'être « *à l'origine de la crise post électorale* ».

### **Des tensions depuis la présidentielle de 2011**

Les relations entre la CEI et le FPI ont été compliquées dès le départ. Le rôle joué par la commission dans l'élection de l'actuel président Alassane Ouattara, en annonçant sa victoire face à Laurent Gbagbo, a toujours été un point de crispation entre les deux organes. Le FPI l'avait d'ailleurs intégrée qu'en août dernier et cette décision avait provoqué de vives discussions.

La CEI est composée de 17 membres dont un représentant de la République, 4 partis au pouvoir et 4 parti de l'opposition. En se retirant de l'équation, le FPI déstabilise l'équilibre de cette commission.